



**PRÉFET  
DU MORBIHAN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires et de la mer**

**RECEPISSE DE DECLARATION VALANT ACCORD  
CONCERNANT LES TRAVAUX DE REMPLACEMENT D'UN PASSAGE BUSE PAR UN PONT CADRE  
POUR RETABLIR LA CONTINUITÉ ECOLOGIQUE DU RUISSEAU DE LA BONNE CHÈRE SITUÉ  
AU LIEU-DIT « LE MOUSTOIR » DANS LA COMMUNE DE MALGUENAC**

DOSSIER N° 56-2021-00096

Le préfet du Morbihan  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code civil et notamment son article 640 ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE), approuvé le 18 novembre 2015 ;

VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux du Blavet, approuvé le 15 avril 2014 ;

VU l'arrêté préfectoral du 3 décembre 2019 donnant délégation de signature à Monsieur Mathieu Escafre, directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan ;

VU la décision du directeur départemental des territoires et de la mer du 25 novembre 2020 portant subdélégation de signature aux agents de la DDTM ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, considéré complet le 2 avril 2021, présenté par le syndicat de la Vallée du Blavet, représenté par son président, enregistré sous le n° 56-2021-00096 concernant les travaux de remplacement d'un passage busé par un pont cadre pour rétablir la continuité écologique du ruisseau de la Bonne Chère situé au lieu-dit « Le Moustoir » dans la commune de Malguénac ;

**donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :**

**Monsieur le président du  
Syndicat de la Vallée du Blavet  
BP 43  
56150 Baud**

concernant :

**Travaux de remplacement d'un passage busé par un pont cadre pour rétablir la continuité écologique du ruisseau de la Bonne Chère situé au lieu-dit « Le Moustoir »,**

dont la réalisation est prévue dans la commune de Malguénac.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Les rubriques du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau: 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D)	Déclaration	Arrêté du 28 novembre 2007
3.1.5.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens : 1°) Destruction de plus de 200 m <sup>2</sup> de frayères (A), 2°) Dans les autres cas (D)	Déclaration	Arrêté du 30 septembre 2014

**Le déclarant peut débuter son opération dès réception du présent récépissé.** Au vu des pièces constitutives du dossier complet, il n'est pas envisagé de faire opposition à cette déclaration.

Il devra respecter les prescriptions générales définies par l'arrêté dont les références sont indiquées dans le tableau, ci-dessus, et qui sont joints au présent récépissé, ainsi que les prescriptions suivantes :

-avant le lancement des travaux, le demandeur fournit au service de police de l'eau une étude d'incidence NATURA 2000, un diagnostic sur la zone d'influence du projet pour la muette perlière et une coupe permettant de visualiser la longueur de l'ouvrage, la pente du lit et l'emprise des enrochements,

- les travaux seront réalisés en dehors des périodes les plus sensibles du cycle biologique des espèces piscicoles présentes sur le site, ils devront donc être réalisés au cours de la période comprise entre le 1<sup>er</sup> avril et le 31 octobre,

- les zones humides de part et d'autre du passage busé seront mises en défens par un balisage interdisant l'accès aux engins,

- le radier du pont cadre sera enterré à une profondeur de 0,3 m minimum sous le fond du lit mineur et suivra la pente naturelle du cours d'eau ; le dimensionnement doit garantir une ligne d'eau suffisante à l'étiage,

- la mise en place de batardeaux sera accompagnée d'une pêche de sauvetage qui doit faire l'objet d'une demande auprès de la DDTM.

Copie de la déclaration et de ce récépissé seront adressés à la mairie de Malguénac, où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois et à la Commission Locale de l'Eau (CLE) suivante : commission locale de l'eau du Blavet pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site Internet des services de l'Etat du Morbihan durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément aux dispositions de l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

– par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L, 211-1 et L, 511-1, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage ;

– par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois.

Le service de police de l'eau sera informé de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R. 214-40-3 du code de l'environnement, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, la déclaration du projet cessera de produire effet, si celui-ci n'a pas été mis en service ou réalisé dans le délai de trois ans à compter de la déclaration.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les installations, ouvrages, travaux ou activités doivent être implantés, réalisés et exploités conformément au dossier de déclaration. L'inobservation de ces dispositions pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée à l'ouvrage ou l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée, **avant sa réalisation** à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

A Vannes, le 12 avril 2021

Pour le préfet et par délégation  
Pour le directeur départemental  
des territoires et de la mer et par délégation,  
Le chef d'unité,

Jean-Louis Girard

#### **PJ : liste des arrêtés de prescriptions générales**

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.

## **ANNEXE**

### **LISTE DES ARRETES DE PRESCRIPTIONS GENERALES**

- Arrêté du 28 novembre 2007 (3.1.2.0)
- Arrêté du 30 septembre 2014 (3.1.5.0)